

**Nations unies - Conférence  
internationale «Protégeons les  
enfants de la guerre» - Discours de  
clôture de M. Jean-Marc Ayrault,  
ministre des affaires étrangères et  
du développement international  
(Paris, 21 février 2017)**

Madame la Représentante spéciale, Chère Leila Zerrougui,

Monsieur le Directeur exécutif, Cher Anthony Lake,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames et Messieurs,

Chers Amis,

Tout d'abord, je vous remercie Monsieur le Directeur exécutif de l'UNICEF. La première fois que je vous ai rencontré, c'était à Genève dans vos fonctions au siège de l'UNICEF et lorsque vous m'avez reçu, nous avons été tout de suite à l'essentiel. Je venais tout juste de prendre mes fonctions de ministre des affaires étrangères et je m'étais rendu au conseil des droits de l'Homme. C'était aussi pour moi un engagement très important d'être à Genève pour faire passer un message.

Je vous remercie aujourd'hui pour votre présence active et pour l'excellente coopération de vos équipes avec celles du ministère des affaires étrangères ce qui a permis l'organisation efficace de cette conférence.

Je voudrais également saluer votre engagement Madame la représentante spéciale du secrétaire général, chère Leila Zerrougui. Je sais que vous ne ménagez pas votre peine et vous l'avez fait depuis cinq ans avec beaucoup d'efficacité.

Merci aux présidents et aux rapporteurs des trois panels de haut niveau qui se sont réunis aujourd'hui. Nous en avons eu la synthèse il y a quelques instants, c'était très percutant et très pertinent.

C'est le dixième anniversaire aujourd'hui des principes et des engagements de Paris. C'est

avant tout pour nous, l'occasion d'envoyer un signal de mobilisation, celui de la communauté internationale mais aussi de tous les acteurs de la société civile qui s'engagent en faveur de la cause des enfants dans les situations de conflits. Car chacun à son niveau de responsabilité. Les gouvernements bien sûr, mais pas seulement. Tous doivent prendre leur part pour protéger les enfants des effets de la guerre, c'est une nécessité absolue.

Pour y parvenir avec efficacité - et c'était le sens de cette conférence - il fallait tout d'abord faire un état des lieux de la situation de ces enfants depuis 2007, mais également mesurer les défis qui restent à relever. C'est une étape importante que nous venons de franchir, une étape de mobilisation collective. Et, la France s'engage à rester vigilante pour que cette dynamique qui résulte de nos travaux puisse se poursuivre.

De nos échanges je retiens plusieurs pistes et, chère Leila, vous pouvez compter sur notre appui entier. Depuis cinq ans, vous avez développé un partenariat à l'échelle régionale, avec l'Union européenne, avec l'Union africaine et, avec la Ligue arabe. Tous ces partenariats concourent à l'appropriation de la cause de la protection des enfants partout dans le monde.

Je propose que nos échanges d'aujourd'hui puissent se poursuivre à New York, en marge de la prochaine Assemblée générale des Nations unies. Il ne faut pas laisser retomber la mobilisation que nous avons tous ressentie lors de cette conférence aujourd'hui.

Ensuite, nous devons agir à un niveau opérationnel et nos actions doivent intervenir aussi bien en amont qu'en aval des conflits.

En amont, nous devons renforcer les campagnes de sensibilisation et faciliter l'accès à l'éducation, un mot que nous avons entendu depuis ce matin. Nos efforts pour le droit à l'accès à l'éducation doivent se traduire dans la réalité. Ils doivent inclure la sensibilisation des enfants eux-mêmes, comme de leur famille, par tous les moyens de communication, par la diffusion de messages par les voies les plus efficaces, qu'ils s'agissent de la radio, des téléphones mobiles de plus en plus utilisés, des réseaux sociaux et bien sûr, de l'école pour ceux qui la fréquentent. C'est ainsi que nous pourrions prévenir le recrutement des enfants par les groupes armés. Lorsque les écoles sont occupées, lorsque les écoles sont délibérément prises pour cibles, lorsque les jeunes filles, tout particulièrement, sont menacées ou agressées parce qu'elles veulent s'instruire, nous devons faire encore davantage.

L'éducation en situation d'urgence et de crise prolongée doit être l'une des priorités pour faire en sorte que des générations entières ne soient pas sacrifiées.

Dans les comptes rendus, nous avons entendu des témoignages concernant les enfants réfugiés. Je pense aux réfugiés syriens en Turquie, en Jordanie et au Liban. Monsieur le ministre - vous l'avez très bien décrit - j'ai eu l'occasion de me rendre dans votre pays et je suis aussi allé en Turquie. Je sais que tous les enfants, et vous l'avez dit avec beaucoup de conscience, ne reçoivent pas cette éducation.

Tous ceux qui connaissent leur situation sont inquiets. En particulier, lorsque je m'étais rendu

en Turquie, j'ai discuté avec les représentants de l'UNICEF qui m'avaient exprimé leur angoisse de voir des centaines de milliers d'enfants, alors que pour autant, un effort considérable est fait pour l'accueil des réfugiés. Je ne critique pas les autorités, mais simplement face à la masse des réfugiés, c'est devenu une situation difficile. Tous ne sont pas dans des camps, ils sont parfois dispersés, sans leurs parents parfois. Ce sont des enfants qui travaillent, ce ne sont pas des enfants soldats mais ce sont des enfants qui risquent de faire de mauvaises rencontres.

Dans ces périodes de transition, lorsque nous sommes face à ces situations, l'éducation, même dans des conditions difficiles matériellement, doit être au coeur de l'accueil des réfugiés.

Le président de la République, François Hollande, qui a ouvert nos travaux ce matin a décidé, fin 2015, de renforcer le soutien de la France aux agences humanitaires des Nations unies en réponse à la crise syrienne. Nous avons déjà commencé à verser une contribution exceptionnelle de 100 millions d'euros en 2015-2016. L'UNICEF a reçu 15 millions d'euros pour ses activités éducatives au profit des enfants réfugiés au Liban et en Jordanie. Et, la France s'engage à renouveler son engagement cette année. Elle continue de le faire sous différentes formes comme le Fonds Éducation cannot wait hébergé par l'UNICEF.

Dans les situations de conflit, il faut aussi, et cela a été dit ce matin - et en particulier par le président du comité international de la Croix-Rouge, Peter Maurer - que les militaires soient sensibilisés au respect du droit international humanitaire. Il est vrai que ce que fait le CICR est particulièrement difficile mais remarquable de doigté, de patience, de professionnalisme et d'attention. Parce que ce n'est pas facile de discuter avec des militaires lorsque l'on est dans des zones de conflit, pour arriver à les convaincre, ce n'est pas évident. Et, pourtant - nous en avons parlé ensemble aussi en tête-à-tête lorsque nous nous sommes vus en marge de cette réunion plénière - il y parvient. Et à chaque fois qu'il y parvient, c'est une satisfaction et un encouragement de plus à poursuivre et à amplifier. Il est important que toutes les précautions soient prises en effet lorsque des enfants combattants sont impliqués et qu'il s'agit de les séparer des groupes armés non-étatiques, afin de les remettre aux acteurs de la protection de l'enfance. Le département des opérations de maintien de la paix des Nations unies a lui aussi un rôle clé à jouer pour concevoir ces stratégies et proposer des formations spécifiques, parce que c'est compliqué, c'est difficile, à l'image du document récemment adopté par l'OTAN sur la protection des enfants dans les conflits armés.

Une fois l'enfant libéré de l'emprise des groupes armés, nous devons tout mettre en oeuvre pour, le plus vite possible, faciliter sa réintégration au sein de sa famille et de son environnement. Il revient aux États de mettre en place des stratégies de démobilisation, de désarmement et de réintégration spécialement adaptées aux enfants, je dis bien «spécialement adaptées aux enfants», qui ne soient pas mélangées avec les adultes qui ont un autre parcours et une autre sensibilité. Ce qui serait une faute. Il faut accorder une attention particulière à la situation des jeunes filles.

En ce qui concerne la France, nous nous engageons à prendre notre part dans cet esprit bien sûr. Nous le faisons déjà et c'est pour cela qu'il est intéressant que chaque pays parle de son expérience, comme vous l'avez fait dans les panels. Nous le faisons déjà en République centrafricaine. J'ai discuté ce matin avec le ministre des affaires étrangères de Centrafrique de la situation dans son pays. Nous soutenons des projets de réinsertion d'enfants soldats

anti-balaka et ex-seleka. C'est un travail extrêmement complexe, minutieux, presque personnalisé. Et, là aussi, comme le président de la République l'a annoncé ce matin, nous contribuerons à hauteur de 500.000 euros au projet de l'UNICEF pour la réinsertion des enfants et notamment je pense à ces enfants associés aux groupes armés dans le nord-est du Nigéria. Nous avons eu des témoignages ce matin : Laetitia Casta, qui est ambassadrice de l'UNICEF, s'est rendue dans la région du Lac Tchad, c'était un témoignage émouvant, généreux, chaleureux et sincère. Il est important d'aller sur le terrain et de dire la vérité, la réalité et, en même temps, de voir le travail qui est entrepris. Et puis, nous avons un travail difficile à faire au regard des besoins en termes de protection engendrés par ce conflit et de nos préoccupations en matière de lutte contre la radicalisation, notre soutien est essentiel.

Les États doivent aussi veiller à ce que les principes de la justice pour mineurs et l'intérêt supérieur de l'enfant soient respectés. Un mineur reste un mineur ; bien sûr il peut être entraîné dans des actes criminels. Cela arrive et la justice doit se prononcer. Mais tout ce qui relève de la justice des mineurs doit prendre en compte la spécificité de l'enfant. Un mineur n'est pas un majeur, ce serait une faute de les mettre sur le même plan. C'est aussi une question de conscience, de respect de l'enfant, mais c'est aussi une question d'efficacité. Il ne suffit pas de mettre un mineur en prison pour avoir réglé le problème. Ceux qui ont été victimes de recrutement, en particulier entraînés - et on ne le voit pas seulement dans les conflits armés, on le voit dans nos sociétés - parfois par les trafiquants de drogue et qui leur pervertit l'esprit, il est difficile de les rattraper. Mais il faut leur donner une chance à ces enfants parce qu'ils sont d'abord trop souvent considérés exclusivement comme des menaces à la sécurité. Il est donc urgent d'avoir une approche globale, responsable bien sûr, lucide mais globale. Et, au cœur de cette globalité, il doit toujours rester l'espoir de la réhabilitation, c'est-à-dire par l'éducation pour qu'une nouvelle chance soit donnée à ces enfants qui ne font que commencer leur vie.

Enfin, nous devons approfondir la dimension juridique, c'est là notre leçon de cette journée. La lutte contre l'impunité à l'échelle nationale et internationale est indispensable pour décourager les violations graves par de nouveaux acteurs. Vous me le disiez, Monsieur le Ministre des affaires étrangères de RCA, pour que ceux qui sont tentés par des actes criminels sachent que la sanction est possible. Je veux à cet égard souligner le message positif envoyé par la Cour pénale internationale, dont le premier jugement, confirmé en appel dans l'affaire Lubanga, a reconnu l'intéressé coupable des crimes de guerre consistant en l'enrôlement et la conscription d'enfants de moins de 15 ans. Des initiatives nationales peuvent aussi être mentionnées, comme la loi colombienne sur la protection des victimes de violences sexuelles et sexistes dans les conflits armés. Beaucoup de pays ont des expériences, beaucoup de pays avancent à leur rythme et ne renoncent pas. Et il est vrai que l'intérêt d'une rencontre comme celle-ci c'est aussi de comparer les initiatives, de partager les expériences. On n'a pas perdu notre temps, Mesdames, Messieurs, aujourd'hui.

Cette conférence a atteint son objectif, en rappelant que les principes et les engagements de Paris, adoptés il y a dix ans, doivent être notre socle commun en matière de protections des enfants dans les situations de conflit. Je remercie chaleureusement la Tunisie, la Birmanie et le Kazakhstan qui ont décidé eux aussi d'endosser aujourd'hui ces principes, portant à 108 le nombre d'États signataires. J'encourage ceux qui ne l'ont pas encore fait à nous rejoindre. La souffrance de ces enfants, je ne vous apprend rien, vous l'avez ressenti tout au long de cette journée, est intolérable. Et nous avons eu ce matin des témoignages - nous aurions pu en avoir beaucoup d'autres - il y a beaucoup de films, de documentaires, de livres, de récits, nous pourrions y consacrer du temps. Mais, aujourd'hui, nous avons reçu Alberto de Colombie et Alhaji de Sierra Leone. À travers leurs témoignages extrêmement forts et sensibles, ils ont

montré leur humanité profonde. Ils ont montré qu'il y a quelques années, ils étaient des enfants et qu'aujourd'hui ils sont devenus des adultes. Ils sont porteurs d'espoir, d'abord pour eux-mêmes, pour leur famille, leurs amis, leur entourage, leur pays et pour nous aussi. Parce que leur témoignage montre que, quand on ne renonce pas, on peut donner cette chance, et vous l'incarnez.

Alors merci d'avoir accepté de venir jusqu'à Paris. Je sais que vous êtes venus par conviction et je vous en remercie sincèrement du fond du coeur. Votre présence a ému tout le monde et elle nous a surtout redonné de la force pour continuer à nous mobiliser pour que cette cause des enfants, celle que l'UNICEF représente et nous aux côtés de l'UNICEF, ne soit pas que des paroles mais un engagement concret, une mobilisation de tous les instants au-delà de ce qui a été fait jusqu'à aujourd'hui. Vos deux témoignages, qui incarnent beaucoup d'autres, sont pour nous une grande leçon mais surtout une leçon de conviction et mobilisation.

Merci d'avoir participé à cette conférence. Merci et bon courage./.